

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASSOCIATION ENVIE RHONE-ALPES

4, rue Denise Bastide
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-024-0547
Code AIOT : 0003204903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement ASSOCIATION ENVIE RHONE-ALPES implanté 2 RUE DENISE BASTIDE 42000 SAINT-ETIENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSOCIATION ENVIE RHONE-ALPES
- 2 RUE DENISE BASTIDE 42000 SAINT-ETIENNE
- Code AIOT : 0003204903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri, transit, regroupement ou préparation en vue de réutilisation de DEEE et de traitement de déchets dangereux

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Stockage de déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Demande d'action corrective	15 jours
9	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article tous	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement des DEEE sur site hors TTR	Code de l'environnement du 09/06/2018, article R 511-9	Sans objet
2	Contractualisation avec un éco-organisme agréé	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R 543-200-1-II	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
4	Conditions d'entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Sans objet
5	Devenir et traçabilité des fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24	Sans objet
6	Tri des DEEE contenant des matières spécifiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V	Sans objet
7	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra se transmettre à l'inspection son positionnement vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 22/12/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des DEEE sur site hors TTR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/06/2018, article R 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre des rubriques de traitement des déchets 2790 et 2791
Prescription contrôlée : <div>Présence ou non de traitement des DEEE sur l'installation non assimilable à du TTR.</div>
Constats : Le site est classé en rubrique 2790 de la nomenclature des ICPE pour son activité de purge de fluide frigorigènes contenus dans les GEM-F ne relevant pas de l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014, à raisons de 15 opérations de purge par semaine au maximum.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contractualisation avec un éco-organisme agréé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R 543-200-1-II
Thème(s) : Situation administrative, Respect des prescriptions de gestion des déchets EEE - filière REP
Prescription contrôlée : <div>Un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents.</div>
Constats : Le site est en contractualisation directe avec deux éco-organismes : ECOLOGIC et ECOSYSTEM. L'exploitant dispose des contrats avec chacun des deux organismes et les tient à disposition de l'inspection. Ceux-ci sont en adéquation avec les catégories de DEEE concernées par l'activité d'ENVIE RHONE ALPES.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Respect AMPG E - moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :
<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;• Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;• d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;• d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
Constats :
<p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés régulièrement. Les rapports de vérifications ont pu être consultés et sont tenus à jour. En cas de non-conformités, celles-ci font l'objet d'actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Respect AMPG E - Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : <div><p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p><p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p><p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p><p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p><p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p><ul style="list-style-type: none">• la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;• l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</div>
Constats : <p>Les aires de réception, transit, regroupement et tri de déchets sont distinctes et repérées par des panneaux donnant des indications claires sur la nature des déchets et les dangers associés. Des marquages au sol sont également présents.</p> <p>Les déchets sont pour la plupart stockés en caisses, qui sont empilées à une hauteur inférieure à 3 mètres (le site est situé à moins de 100 mètres des habitations).</p> <p>Les zones d'entreposage des déchets sont intégralement couvertes (auvent ou intérieur du bâtiment principal).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Devenir et traçabilité des fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Respect AMPG E – Rejet de fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : <div>Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation. Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.</div>
Constats : <p>L'exploitant prend toutes les précautions afin d'éviter le rejet à l'atmosphère de fluides frigorigènes halogénés : opérateurs formés à la manutention des DEEE en contenant, procédures de stockage spécifiques, repérage visuel des équipements contenant ce type de fluides, purge et recharge des équipements frigorifiques effectuées uniquement sur les équipements possédant un marquage distinctif et contenant des gaz pouvant être relargués à l'atmosphère, dans un local dédié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tri des DEEE contenant des matières spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V
Thème(s) : Risques chroniques, Respect AMPG E – Traitement de DEEE contenant des fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : <div>Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.</div>
Constats : <p>Le site n'étant pas autorisé à traiter ce type de déchets, ceux-ci sont triés, regroupés et envoyés par camions dans les filières appropriées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets et RNDTS
Prescription contrôlée : <div><p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p><p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p><p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p><p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p><p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p><p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p><p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p><p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p></div>
Constats : <p>L'exploitant possède un compte dans Trackdéchets, lui permettant d'enregistrer ses mouvements de déchets dangereux.</p> <p>En complément, l'exploitant a la possibilité (mais pas l'obligation) d'utiliser l'application RNDTS afin pouvoir déclarer les déchets non dangereux produits sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Stockage de déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des batteries
Prescription contrôlée : Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60. Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les batteries sont stockées à l'extérieur, dans une caisse plastique de petite dimension, non hermétique, et sans rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est donc demandé à l'exploitant de mettre en conformité son stockage de batteries, en le rendant fermé, étanche et muni d'une rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article tous
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
Prescription contrôlée : Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Constats : L'exploitant a initié son positionnement vis-à-vis de l'arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Pour rappel, les délais de mise en oeuvre des prescriptions de l'arrêté susvisé sont les suivants :

Articles concernés	Modalités particulières d'application
Article 3 (détection et surveillance)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026
Article 4 (rondes)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026
Article 5 (plan de défense contre l'incendie)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024
Article 6 (maîtrise des sinistres)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024
I. de l'article 7 (non concerné)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025
II. de l'article 7 (non concerné)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2024
III. de l'article 7 (non concerné)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024
Article 8 (procédure en cas de défaut de tri)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026
Article 9 (ilotage et extinction automatique)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026
Article 10 (traçabilité)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025
Article 11 (tri des DEE)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025
Article 12 (stockage des batteries)	Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il lui est demandé de transmettre à l'inspection un tableau comparatif entre les différentes prescriptions de l'arrêté susvisé et les actions déjà en place ou à mettre en œuvre sur son site. Un suivi des différentes actions restant à mettre en place sera ensuite transmis au fur-et-à-mesure de leur achèvement à l'inspection.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 15 jours	

